

2 Politique

**Coopération Gabon-USA
Joel Danies hôte du VPR**

J-C.A

Libreville/Gabon

Le nouvel ambassadeur des États-Unis est venu faire ses civilités au Vice-président de la République (VPR), et lui exprimer sa volonté d'insuffler une dynamique nouvelle à la coopération économique entre son pays et le nôtre.

APRÈS avoir présenté ses lettres de créances au chef de l'État, le 18 avril écoulé, le nouvel ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Gabon, Joel Danies, est allé faire ses civilités, lundi, au vice-président de la République (VPR), Pierre-Claver Maganga Moussavou. Au cours des échanges entre les deux personnalités à tonalité bien plus économique que diplomatique, Joel Danies a manifesté toute sa volonté de voir l'axe Libreville-Washington se renforcer,

notamment grâce aux investissements que les entreprises américaines pourraient réaliser dans notre pays. Pour le nouvel ambassadeur, en effet, le Gabon regorge d'innombrables atouts qui ne demandent qu'à être mis en valeur. C'est notamment le cas du potentiel touristique pour lequel notre pays accuse un énorme retard et qui, à coup sûr, pourrait intéresser de nombreux groupes hôteliers américains. Ceux-ci n'hésiteraient pas à y investir, si l'occasion leur en est donnée, a-t-il assuré. En pratique, a-t-il poursuivi, les investissements devraient s'accompagner du recrutement d'une main d'œuvre locale et de la mise en place des structures socio-économiques destinées à améliorer les conditions de vie des populations locales, comme cela se fait dans d'autres pays. A toutes ces propositions,



Photo : D.R

Le nouvel ambassadeur des USA devisant avec le vice-président.

le VPR s'est montré très réceptif et a recommandé à l'ambassadeur de ne point hésiter à lui présenter les potentiels hommes d'affaires de son pays intéressés par des opportunités au Gabon. Pour Maganga

Moussavou, en effet, la coopération économique entre le Gabon et les États-Unis mérite d'être bien plus renforcée qu'elle ne l'est en ce moment. A la fin de l'audience, Joel Danies a dit toute sa détermination à faire du Gabon

une "destination privilégiée" pour les entreprises américaines. Il a dit connaître notre pays, pour y avoir travaillé dans les années 80 en qualité de coopérant.

Élection du président du CGE

Dix candidats retenus

LE président de la Commission ad hoc paritaire chargée d'examiner les dossiers de candidature au poste de président du Conseil gabonais des élections (CGE), Michel Menga M'essonne, a rendu publique, hier, au siège de l'ancienne Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap), la liste des candidats retenus. Il s'agit de : Pierre-Siméon Athomo Ndong, Moïse Bibalou Koumba, Alain-Christian Iyanguï, Wenceslas Mamboundou, Jean Minko, Jean-Pierre Mintsas, Jean-Bernard Moussavou Moussavou, Auguste Moussirou Mouyama, Jean-Marie Ntoutoume Mengouele, Arlette Ntsame Zeng. (Nous y reviendrons)

Élection des membres du CESE

L'ONG Croissance saine environnement appelle au dessaisissement de la Primature

J.K.M

Libreville/Gabon

À l'origine de cet appel, la "légèreté" d'un communiqué des services du chef du gouvernement ne précisant pas "les modalités de participation" à l'élection des membres du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

DANS un communiqué transmis, hier, à notre rédaction, l'Organisation non

gouvernementale (ONG) Croissance saine environnement appelle le président de la République, "garant des institutions" et la Cour constitutionnelle "chargée de la régulation des institutions" à "dessaisir la Primature de l'organisation des élections des membres du Conseil économique, social et environnemental (CESE) pour la mandature 2018-2023 au profit du ministre de l'Intérieur". D'autant que, selon l'auteur de ce communiqué, au regard des dispositions induites

par la récente révision constitutionnelle, ce département ministériel "joue un rôle fondamental dans les critères d'accessibilité à l'assemblée du CESE". À l'origine de cet appel : la diffusion par les services de la Primature d'un communiqué daté du 17 avril dernier annonçant l'affichage des listes des candidats le 23 avril et la tenue des élections pour le 28 du mois en cours, sans avoir défini et "précisé les modalités de participation à l'élection des membres du

CESE". Ce qui constitue, aux yeux de l'auteur de ce communiqué, "une légèreté et une négligence" au regard des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le président de l'ONG Croissance saine environnement, Nicaise Moulombi.



Photo : D.R

Tribune des Partis politiques/CLR

Le nouveau gage

"LE temps récompense toujours celui qui sait être patient", avait écrit Félicité de Genlis. Alors qu'il cumulait les fonctions de secrétaire général adjoint 1, de porte-parole et de coordinateur provincial du Parti dans la province de l'Estuaire, Nicaise Sickout-Iguendja - l'actuel 5e adjoint au maire de Libreville - vient d'être promu secrétaire général du Centre des libéraux réformateurs (CLR). Le président-fondateur, Jean-Boniface Assélé, en a décidé ainsi. Cette promotion, apprend-on, intervient dans le cadre de la redynamisation et en application des résolutions du dernier congrès de cette écurie politique. Non moins membre inconditionnel de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE). Le 11 avril dernier, dès sa prise de fonction officielle au Cabaret des artistes, siège mythique du CLR à Sogatol,

le promu a dévoilé sa feuille de route : "réorganiser le siège national, son administration et les permanences provinciales. Faire l'état des lieux de l'implantation structurelle et électorale du parti. Améliorer la communication entre organes du parti d'une part, et entre le parti et l'environnement national et international d'autre part". Non sans occulter les élections législatives qui pointent à l'horizon. Pour lesquelles, il entend réarmer le moral des troupes, à travers l'ensemble du pays, dans le souci premier de redynamiser la base militante. Aux fins d'affronter sereinement la perspective électorale. A laquelle, le Centre des libéraux réformateurs n'entend pas jouer, loin s'en faut, le rôle de figurant. Altier, le nouveau secrétaire général du CLR sait, heureusement, qu'il n'y a de chance de réaliser quelque chose de désirable qu'à

deux conditions : "croire et vouloir". Dans cette optique, la discipline faisant la force des organisations, il incombe au promu, d'inviter tout d'abord chaque "Criste" à se réapproprier les valeurs de respect de la hiérarchie. De même, à chaque organe de base de veiller à son fonctionnement conformément à l'esprit et à la lettre de la réglementation qui régit le CLR de Jean-Boniface Assélé. Parti politique qui, depuis sa création, le 7 septembre 1992, a toujours su figurer dans le quarté des meilleures écuries politiques nationales. Notamment pendant les différentes confrontations électorales. A ce niveau, l'on souviendra qu'au terme des Locales de 2013, le Centre des libéraux réformateurs s'était adjugé, bien loin derrière le PDG, la deuxième marche du podium au titre des partis politiques de la majorité républicaine et sociale pour l'émer-

gence. Ravissant ainsi - soit dit en passant - la vedette au Rassemblement pour le Gabon (RPG) devenu l'ombre de lui-même. L'aura - réelle ou supposée - du parti de Paul Mba Abessole s'étant étiolée au fil des ans à cause d'une gestion politique approximative. Aux rejets claniques tant décriés. Avec 132 conseillers locaux obtenus sur l'ensemble du territoire national, le CLR se retrouvait ainsi au centre d'une cogestion avec son allié naturel le Parti démocratique gabonais, notamment dans plusieurs mairies et autres Conseils départementaux. Le cas de l'Hôtel de ville de Libreville où, avec trois maires (autant que le PDG), la gestion qui se voulait au départ "participative" fut qualifiée de "façade" par Jean-Boniface Assélé. Contrarié à l'idée de s'être fait gruger, comme un débutant politique, dans un "deal" politique dont il

croyait pourtant tenir le bon bout. Pour tenir les cordons de la bourse de la première mairie du pays. Mais il n'en sera rien. Le nouveau secrétaire général du CLR a ajouté, au rôle des grandes lignes de son sacerdoce : le renforcement de la relation du CLR avec la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, et, de facto, avec le Parti démocratique gabonais (PDG) qui est la locomotive de ce bord politique. Mais, entendu que "la vie est un combat où l'issue de la lutte dépend que l'on apporte à se préparer à vaincre" dit Jean Brun, il revient dorénavant à Nicaise Sickout-Iguendja, de bien jouer sa partition. Non pas pour faire l'unanimité, mais pour gagner la confiance des militants. Pour cela, un seul gage s'impose : savoir surmonter les animosités de chapelle et triompher des ambitions personnelles.